

Burundi : les abus contre les DH continuent, voire empirent, selon l'ONU

Àrib News, 16/09/2021 – Source AFP Malgré les engagements du président burundais Evariste Ndayishimiye, la situation des droits humains dans son pays reste "désastreuse" et s'est "à certains égards détériorée" depuis sa prise de fonction mi-2020, affirme jeudi la Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi.

L'élection de M. Ndayishimiye en mai 2020 avait suscité un espoir d'ouverture au Burundi après des années de crise marquées notamment par des exécutions sommaires, des disparitions et des détentions arbitraires. Mais dans son cinquième rapport publié jeudi, la Commission affirme que malgré certaines améliorations, la situation globale a empiré pour les partis d'opposition, les journalistes et les ONG, qui font face à une répression renouvelée. "Depuis l'investiture du président Ndayishimiye il y a 15 mois, non seulement de graves violations des droits de l'Homme ont continué d'être commises, mais à certains égards la situation s'est détériorée", affirme dans un communiqué Doudou Diagne, le président de la Commission. "Les membres des partis d'opposition (...) sont toujours régulièrement la cible de restrictions abusives et font l'objet de graves violations des droits de l'Homme telles que les disparitions, les arrestations et des détentions arbitraires et les actes de torture", poursuit le texte. "Tout en levant certaines sanctions imposées à la société civile et aux médias et en libérant certains défenseurs des droits de l'Homme et journalistes, le gouvernement a pris des mesures, en parallèle, pour renforcer son contrôle sur le travail des ONG internationales et fait régulièrement preuve d'une hostilité manifeste envers le journalisme indépendant." Les enquêteurs affirment que certains actes commis par les forces de sécurité "pourraient constituer des crimes contre l'humanité." Ces dernières "continuent de bénéficier d'impunité généralisée pour leurs actions, comme c'est le cas depuis 2015", ajoute le texte. En 2015, la volonté de l'ancien président Pierre Nkurunziza de se faire élire pour un troisième mandat controversé avait déclenché une crise profonde et meurtrière qui a fait 1.200 morts et poussé à l'exil quelque 400.000 Burundais. Resté au pouvoir jusqu'en mai 2020, M. Nkurunziza est décédé quelques semaines après l'élection de M. Ndayishimiye, son successeur désigné. L'année dernière, la Commission, chargée depuis 2016 par le Conseil des droits de l'Homme d'enquêter sur les exactions commises dans ce pays d'Afrique de l'Est, avait appelé le nouveau gouvernement à "briser le cycle de la violence" et à coopérer avec les Nations unies. Le Burundi occupe la 147e place sur 180 dans le classement de l'ONG Reporters sans frontières (RSF) sur la liberté de la presse.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});